

Paris, le 27 mars 2025

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION – CANDIDATURES

Marché n° SDG 2025-02

Procédure avec négociation

**Accord-cadre exécuté par bons de commande**

**Objet : Sélection de gestionnaires pour investir dans des actifs non cotés (capital investissement et infrastructure)**

Classification CPV : 66140000-3 (Service de gestion de portefeuille)

**Désignation, adresse, de l'organisme qui passe le marché :**

**Etablissement de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique**

**12, rue Portalis – CS 40007**

**75 381 Paris Cedex 08**

### **Avertissement**

L'ensemble des dispositions législatives et réglementaires cité dans le présent document est consultable sur le site [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr).

Les candidatures (**PHASE 1**) et ultérieurement les offres (**PHASE 2**) doivent impérativement être rédigées en français, conformément aux dispositions de la loi n° 94-665 du 4 août 1994. Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère ne sont acceptées que si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Le présent règlement (le **Règlement de la Consultation – Candidatures**) a pour objet de préciser les modalités procédurales qui doivent impérativement être respectées par les opérateurs économiques qui souhaiteraient soumissionner au présent marché.

Le **Règlement de Consultation – Offres** sera remis aux seuls candidats admis à participer à la PHASE 2 de la présente consultation. Il précisera les modalités de présentation des offres.

Date limite de réception des candidatures : **le 13 mai 2025 à 12 heures (heure de Paris).**

Date prévisionnelle pour l'envoi, aux candidats sélectionnés, du Règlement de Consultation – Offres : le 27 juin 2025.

Le présent règlement comporte 33 pages.

## ARTICLE 1

### PRESENTATION DE L'ERAFP

#### 1.1. CONTEXTE

Dans le cadre de la réforme des retraites de 2003, a été institué en faveur des fonctionnaires des trois fonctions publiques (de l'Etat, territoriale et hospitalière) un nouveau régime obligatoire, par points, permettant d'acquérir une retraite sur la base des rémunérations accessoires à leur traitement indiciaire : la Retraite additionnelle de la fonction publique. Ce fonds de pension couvre depuis le 1er janvier 2005 plus de 4,3 millions d'actifs.

Le décret n°2004-569 du 18 juin 2004, pris pour l'application de l'article 76 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites, précise les modalités de fonctionnement du régime géré par un établissement public, l'Établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (**ERAFP**), lequel est administré par un organe délibérant – le Conseil d'administration – et dirigé par un directeur qui en constitue l'exécutif :

- **Le directeur** dirige l'établissement et, à ce titre, propose au conseil d'administration des orientations générales pour la politique de placement des provisions du régime et met en œuvre les orientations retenues.

- **Le Conseil d'administration** est composé de représentants des fonctionnaires en activité, de représentants des employeurs ainsi que de personnalités qualifiées. Il règle, par ses délibérations, les affaires de l'établissement et il examine toutes les questions d'ordre général relatives à la gestion de la retraite additionnelle de la fonction publique et à son pilotage technique et financier sur le fondement des propositions du directeur de l'établissement.

Par ailleurs, la gestion administrative des droits individuels à retraite des bénéficiaires (encaissement, liquidation, gestion des comptes de droits, paiement<sup>1</sup>) est confiée à la Caisse des dépôts (**CDC**).

En novembre 2005, le Conseil d'administration a fait le choix de placer la totalité des actifs du régime dans le cadre d'une démarche d'investissement socialement responsable (**ISR**) formalisée dans un dispositif ISR.

La gestion financière du régime est, quant à elle, assurée par l'ERAFP en direct ou confiée par l'ERAFP à des entreprises ou sociétés auxquelles la gestion est déléguée (sélectionnées à l'issue de procédures de marchés publics, notamment).

L'ERAFP a décidé de poursuivre la diversification de son allocation dans des investissements dans des actifs non cotés (capital investissement et infrastructure). Dans ce contexte, le présent marché est alloti et a pour objet de sélectionner des prestataires qui devront gérer, selon le lot correspondant du marché, un portefeuille de participations dans des actifs non cotés en capital investissement, ou en infrastructures, au travers d'un véhicule de droit français à compartiment(s) dédié à l'ERAFP.

#### 1.2. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Monsieur Régis PELISSIER, directeur de l'ERAFP.

---

<sup>1</sup> Sauf pour le paiement des prestations dues aux fonctionnaires de l'Etat, qui est assuré par la Direction générale des finances publiques

### **1.3. COORDONNEES DE L'ERAFP**

**Adresse** : ERAFP

12 rue Portalis – CS 40007

75 381 Paris Cedex 08 – France

**Téléphone** : 01 43 87 24 76 de 10h00 à 18h00, heure française, du lundi au vendredi

**Courriel** : [olivier.bonnet@erafp.fr](mailto:olivier.bonnet@erafp.fr) ; [cedric.djoukam@erafp.fr](mailto:cedric.djoukam@erafp.fr) ; [laurent.lucas@erafp.fr](mailto:laurent.lucas@erafp.fr) ;  
[alexis.grieger@erafp.fr](mailto:alexis.grieger@erafp.fr) ; [veronique.nansot@erafp.fr](mailto:veronique.nansot@erafp.fr) ; [benjamin.pierroux@erafp.fr](mailto:benjamin.pierroux@erafp.fr) ;  
[pierre.valmary@erafp.fr](mailto:pierre.valmary@erafp.fr)

**Adresse Internet (URL)** : <https://www.rafp.fr>

**Profil acheteur de l'ERAFP** : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (plateforme des achats de l'Etat ou « PLACE »).

## ARTICLE 2

### PRESENTATION DU MARCHÉ

#### 2.1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

L'ERAFP souhaite par le présent accord-cadre (le **Marché**) sélectionner des entreprises ou sociétés (chacune le **Titulaire**) pour l'attribution de mandats de gestion financière (les **Mandats**).

Ce Marché comprendra quatre lots correspondant respectivement à quatre types de Mandat, un Mandat pour la gestion d'actifs non cotés de capital investissement en Europe (lot 1), un Mandat pour la gestion d'actifs non cotés de capital investissement en Amérique du Nord (lot 2), un Mandat pour la gestion d'actifs non cotés d'infrastructure zone OCDE (lot 3) et un Mandat pour la gestion d'actifs non cotés d'infrastructure en Europe et dans le Monde (lot 4).

Pour chacun des lots, cette gestion s'effectuera au travers d'un véhicule de droit français à compartiment(s) dédié à l'ERAFP (le **Fonds Dédié**).

Il est précisé que les caractéristiques du Marché seront plus amplement définies dans le Mandat de gestion (document figurant dans la PHASE 2 de cette consultation).

##### 2.1.1 Description des lots

#### **Lot 1 – SELECTION DE GESTIONNAIRES DE FONDS D'ACTIFS NON COTÉS DE CAPITAL INVESTISSEMENT EN EUROPE**

A travers ce lot, l'ERAFP souhaite accompagner des projets de développement, de croissance, d'expansion et de transmission de PME-ETI européennes non cotées. Ainsi le Fonds Dédié de l'ERAFP interviendra prioritairement (et indirectement via des engagements dans des fonds) dans des sociétés non cotées du *small* et du *mid-market* via des opérations de capital transmission, de capital développement, de capital croissance ou encore dans une moindre mesure via des financements de type *mezzanine* ou *unitranche*.

Pour ce faire, le Titulaire constituera un portefeuille diversifié de participations financières : les placements du Fonds Dédié se feront principalement via des engagements dans des fonds cibles primaires ou secondaires, des transactions de secondaire ou encore dans une moindre mesure via des fonds cibles ou opérations de co-investissement.

Le Fonds Dédié visera à délivrer un TRI net investisseur supérieur à 12% et un multiple net investisseur supérieur à 1.7x sur la durée du Mandat tout en minimisant d'une part le risque de réputation et d'autre part les risques financiers spécifiques de la classe d'actifs.

Le Mandat, rendu disponible lors de la PHASE 2 de la consultation, définira notamment l'univers d'investissement, les règles de gestion et de dispersion des risques applicables pour ce lot. Sont fournies à titre purement indicatif et à toutes fins utiles quelques règles de gestion anticipées, dont certaines feront l'objet d'une variante ou d'une négociation en cours de procédure, ou encore l'objet de dérogations en cours d'exécution du Marché :

- ➡ Les fonds cibles, gérés par des sociétés de gestion agréées en tant que gestionnaires d'organismes de placements collectifs, devront avoir un périmètre géographique majoritairement européen (la stratégie d'investissement des fonds cibles consistera à investir

au moins 80% ( $\geq 80\%$ ) du total de leurs engagements dans des sociétés en portefeuille domiciliées en Europe).

- ➡ En date de fin de période d'investissement et par transparence des fonds cibles, le Fonds Dédié à l'ERAFP ne pourra pas détenir pour plus de 8% du coût historique d'acquisition total des sociétés domiciliées, au moment de leur investissement par le fonds cible, dans des pays ou territoires exclus par l'ERAFP. La liste des pays exclus sera fournie aux candidats retenus pour la PHASE 2 de la consultation. Cette liste sera ensuite fournie par l'ERAFP au titulaire deux fois par an, en période d'investissement du Fonds Dédié.
- ➡ Ne seront pas autorisés les fonds cibles :
  - de type fonds sectoriel de secteurs dit cycliques ;
  - de type fonds *evergreen* ;
  - dont la durée est supérieure à 14 ans ;
  - de type fonds de situations spéciales ;
  - de type fonds de retournement.

La stratégie d'investissement sera notamment marquée par les critères suivants :

- ➡ Taille des fonds cibles<sup>2</sup> : fonds cibles dont la taille est inférieure à 2 milliards € en principe.
- ➡ En principe, les transactions dites de secondaires devront porter sur un portefeuille diversifié de fonds cibles et/ou de sociétés cibles et non sur un seul fonds cible ou une seule société cible.
- ➡ Maturité des fonds présents dans les portefeuilles des fonds cibles et opérations dits de secondaires : les fonds sous-jacents aux fonds cibles dits de secondaires et opérations de secondaires devront en principe être investis au minimum à hauteur de 40% de leur engagement global.
- ➡ Répartition des engagements à l'issue de la période d'investissement :
  - Fonds cibles dits primaires  $\geq 70\%$  de l'engagement total de l'ERAFP dans ce Fonds Dédié ;
  - Fonds cibles dits de secondaire, transactions de secondaires, fonds cibles dits de co-investissements et co-investissements  $\leq 30\%$  de l'engagement total de l'ERAFP.
- ➡ La diversification par type de stratégie pourrait être la suivante à l'issue de la période d'investissement du Fonds Dédié :
  - Capital transmission  $\leq 70\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - Capital développement / Capital croissance  $\leq 50\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - Mezzanine / unitranche  $\leq 20\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - Autres stratégies de capital investissement  $\leq 5\%$  de l'engagement total de l'ERAFP.
- ➡ Les devises des investissements du Fonds Dédié dans les titres constituant le passif des fonds cibles sont limitées à l'Euro, le GBP ou l'USD.
- ➡ Le risque de change du Fonds Dédié ne serait en principe pas couvert.

---

<sup>2</sup> La taille d'un fonds cible correspond au total des engagements des investisseurs dans le fonds à la date du dernier *closing* du fonds cible (applicable à l'ensemble des lots)

➡ Parmi les différentes règles de dispersion des risques applicables à la fin de la période d'investissement du Fonds Dédié figureront les règles suivantes :

- Le nombre d'investissements réalisés par le Fonds Dédié (à l'exclusion des rachats de titres de fonds d'investissement) devra en principe et en fonction du montant souscrit par l'ERAFP, être compris entre 6 et 50.
- Concentration : le montant investi par le Fonds Dédié dans toute société ou fonds cible ne devrait pas en principe excéder 20% de l'engagement total de l'ERAFP dans le Fonds Dédié.
- Ratio d'emprise : le Fonds Dédié ne pourra en principe être engagé pour plus de 10% de la valeur de l'engagement total du fonds cible à la fin de sa période de souscription.
- Millésimes successeurs : le Fonds Dédié ne pourra pas en principe détenir plus de deux millésimes successifs d'une stratégie d'un fonds cible.
- Investissement minimum : le Fonds Dédié ne pourra en principe pas réaliser d'investissement d'un montant inférieur à 10 millions €.
- Le Fonds Dédié ne pourra investir plus de 20% de l'engagement total de l'ERAFP dans un ou plusieurs portefeuilles liés au Titulaire (fonds maisons<sup>3</sup>). En cas d'utilisation de cette faculté, les frais de gestion et autres frais (frais d'étude juridique essentiellement) du Fonds Dédié ne s'appliqueront pas au(x) fonds cible(s) investi(s).

.....

## **Lot 2 – SELECTION DE GESTIONNAIRES DE FONDS D'ACTIFS NON COTÉS DE CAPITAL INVESTISSEMENT EN AMERIQUE DU NORD**

A travers ce lot, l'ERAFP souhaite accompagner des projets de développement, de croissance, d'expansion et de transmission de PME-ETI nord-américaines non cotées. Ainsi le Fonds Dédié de l'ERAFP interviendra prioritairement (et indirectement via des engagements dans des fonds) dans des sociétés non cotées du *small* et du *mid-market* via des opérations de capital transmission, de capital développement, de capital croissance ou encore dans une moindre mesure via des financements de type *mezzanine* ou *unitranche*.

Pour ce faire, le Titulaire constituera un portefeuille diversifié de participations financières : les placements du Fonds Dédié se feront principalement via des engagements dans des fonds cibles primaires ou secondaires, des transactions de secondaire ou encore dans une moindre mesure via des fonds cibles ou opérations de co-investissement.

Le Fonds Dédié visera à délivrer un TRI net investisseur supérieur à 12% et un multiple net investisseur supérieur à 1.7x sur la durée du Mandat tout en minimisant d'une part le risque de réputation et d'autre part les risques financiers spécifiques de la classe d'actifs.

Le Mandat, rendu disponible lors de la PHASE 2 de la consultation, définira notamment l'univers d'investissement, les règles de gestion et de dispersion des risques applicables pour ce lot. Sont fournies à titre purement indicatif et à toutes fins utiles quelques règles de gestion anticipées, dont certaines feront l'objet d'une variante ou d'une négociation en cours de procédure, ou encore l'objet de dérogations en cours d'exécution du Marché :

- ➡ Les fonds cibles, gérés par des sociétés de gestion agréées en tant que gestionnaires d'organismes de placements collectifs, devront avoir un périmètre géographique

---

<sup>3</sup> Une définition de fonds maisons figurera dans le Mandat communiqué en PHASE 2.

majoritairement nord-américain (la stratégie d'investissement des fonds cibles consistera à investir au moins 80% ( $\geq 80\%$ ) du total de leurs engagements dans des sociétés en portefeuille domiciliées en Amérique du Nord).

- ➡ En date de fin de période d'investissement et par transparence des fonds cibles, le Fonds Dédié à l'ERAFP ne pourra pas détenir pour plus de 8% du coût historique d'acquisition total des sociétés domiciliées, au moment de leur investissement par le fonds cible, dans des pays ou territoires exclus par l'ERAFP. La liste des pays exclus sera fournie aux candidats retenus pour la PHASE 2 de la consultation. Cette liste sera ensuite fournie par l'ERAFP au titulaire deux fois par an, en période d'investissement du Fonds Dédié.
- ➡ Ne seront pas autorisés les fonds cibles :
  - de type fonds sectoriel de secteurs dit cycliques ;
  - de type fonds *evergreen* ;
  - dont la durée est supérieure à 14 ans ;
  - de type fonds de situations spéciales ;
  - de type fonds de retournement.

La stratégie d'investissement sera notamment marquée par les critères suivants :

- ➡ Taille des fonds cibles: fonds cibles dont la taille est inférieure à 4 milliards USD en principe.
- ➡ En principe, les transactions dites de secondaires devront porter sur un portefeuille diversifié de fonds cibles et/ou de sociétés cibles et non sur un seul fonds cible ou une seule société cible.

Maturité des fonds présents dans les portefeuilles des fonds cibles et opérations dits de secondaires : les fonds sous-jacents aux fonds cibles, dits de secondaires et opérations de secondaires, devront en principe être investis au minimum à hauteur de 40% de leur engagement global.
- ➡ Répartition des engagements à l'issue de la période d'investissement :
  - Fonds cibles dits primaires  $\geq 80\%$  de l'engagement total de l'ERAFP ;
  - Fonds cibles dits de secondaire, transactions de secondaires, fonds cibles dits de co-investissements et co-investissements  $\leq 20\%$  de l'engagement total de l'ERAFP.
- ➡ La diversification par type de stratégie pourrait être la suivante à l'issue de la période d'investissement du Fonds Dédié :
  - Capital transmission  $\leq 80\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - Capital développement / Capital croissance  $\leq 40\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - *Mezzanine / unitranche*  $\leq 20\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - Autres stratégies de capital investissement  $\leq 5\%$  de l'engagement total de l'ERAFP.
- ➡ Les devises des investissements du Fonds Dédié dans les titres constituant le passif de fonds cibles, sont limitées à l'Euro, le GBP ou l'USD.
- ➡ Le risque de change du Fonds Dédié ne serait en principe pas couvert.
- ➡ Parmi les différentes règles de dispersion des risques applicables à la fin de la période d'investissement du Fonds Dédié figureraient les règles suivantes :

- Le nombre d'investissements réalisés par le Fonds Dédié (à l'exclusion des rachats de titres de fonds d'investissement) devra en principe et en fonction du montant souscrit par l'ERAFP, être compris entre 6 et 40.
- Concentration : le montant investi par le Fonds Dédié dans toute société ou fonds cible ne devrait pas, en principe, excéder 20% de l'engagement total de l'ERAFP dans le Fonds Dédié.
- Ratio d'emprise : le Fonds Dédié ne pourra en principe être engagé pour plus de 10% de la valeur de l'engagement total du fonds cible à la fin de sa période de souscription.
- Millésimes successeurs : le Fonds Dédié ne pourra pas, en principe, détenir plus de deux millésimes successifs d'une stratégie d'un fonds cible.
- Investissement minimum : le Fonds Dédié ne pourra en principe pas réaliser d'investissement d'un montant inférieur à 10 millions USD.

Le Fonds Dédié ne pourra investir plus de 20% de de l'engagement total de l'ERAFP dans un ou plusieurs portefeuilles liés au Titulaire (fonds maisons<sup>4</sup>). En cas d'utilisation de cette faculté, les frais de gestion et autres frais (frais d'étude juridique essentiellement) du Fonds Dédié ne s'appliqueront pas au(x) fonds cible(s) investi(s).

### Lot 3 – SELECTION DE GESTIONNAIRES DE FONDS D'ACTIFS NON COTÉS D'INFRASTRUCTURE ZONE OCDE

A travers ce lot, l'ERAFP souhaite investir en fonds propres, quasi-fonds propres et dettes de sociétés dont l'objet pourra être notamment le financement, le refinancement, la construction, l'exploitation, la gestion opérationnelle, la maintenance, la restructuration, la remise à neuf d'infrastructures essentielles à la collectivité. Ces infrastructures sont ou seront localisées en priorité sur le territoire de pays de l'Union Européenne.

Pour ce faire, le Titulaire constituera un portefeuille mixte *greenfield* et *brownfield*. Les placements du Fonds Dédié se feront principalement via des engagements dans des fonds cibles primaires ou secondaires, des transactions de secondaire ou encore dans une moindre mesure via des opérations de co-investissement dans des sociétés d'infrastructure.

Le Titulaire diversifiera les stratégies d'investissement en privilégiant des fonds de type *Core+Value-add* qu'il complètera avec des fonds de type *Core*, des fonds de type Opportuniste et enfin, et dans une moindre mesure, des fonds de dette infrastructure.

Le Titulaire aura pour objectif de générer un rendement régulier et de maximiser la performance à long terme du Fonds Dédié avec une approche risque modérée qui se traduira notamment par une prise en compte du risque de réputation de l'ERAFP et, d'autre part, par une minimisation des risques spécifiques de la classe d'actifs. Le Fonds Dédié visera à délivrer un TRI net investisseur supérieur à 10% et un multiple net investisseur supérieur à 1.5x sur la durée du Mandat.

Le Mandat, rendu disponible lors de la PHASE 2 de la consultation, définira notamment l'univers d'investissement, les règles de gestion et de dispersion des risques applicables pour ce lot. Sont fournies **à titre purement indicatif et à toutes fins utiles** quelques règles de gestion anticipées, dont certaines feront l'objet d'une variante ou d'une négociation en cours de procédure, ou encore l'objet de dérogations en cours d'exécution du Marché :

<sup>4</sup> Une définition de fonds maisons figurera dans le Mandat communiqué en PHASE 2.



- ➡ Les fonds cibles, gérés par des sociétés de gestion agréées en tant que gestionnaires d'organismes de placements collectifs, devront avoir un périmètre géographique majoritairement européen (la stratégie d'investissement des fonds cibles consistera à investir au moins 60% ( $\geq 60\%$ ) du total de leurs engagements dans des sociétés en portefeuille ou infrastructures domiciliées en Europe).
- ➡ En date de fin de période d'investissement et par transparence des fonds cibles, le Fonds Dédié à l'ERAFP ne pourra pas détenir pour plus de 8% du coût historique d'acquisition total des sociétés domiciliées, au moment de leur investissement par le fonds cible, dans des pays ou territoires exclus par l'ERAFP. La liste des pays exclus sera fournie aux candidats retenus pour la PHASE 2 de la consultation. Cette liste sera ensuite fournie par l'ERAFP au titulaire deux fois par an, en période d'investissement du Fonds Dédié.
- ➡ Ne seront pas autorisés les fonds cibles :
  - de type fonds *evergreen* ;
  - de transition énergétique
  - dont la durée est supérieure à 14 ans ;
  - de type fonds sectoriel d'énergies conventionnelles, de matières premières, de biodiversité, etc.

La stratégie d'investissement sera notamment marquée par les critères suivants :

- ➡ S'agissant des fonds cibles primaires, majoritairement des fonds de gestionnaires émergents c'est-à-dire et sauf dérogation ERAFP, des fonds cibles :
  - qui lèvent les premier, deuxième ou troisième millésimes au plus de leur stratégie ; ou
  - dont le montant total d'engagement à la fin de la période de souscription du fonds cible est inférieur à 3 milliards €.
- ➡ En principe, les transactions dites de secondaires devront porter sur un portefeuille diversifié de fonds cibles et/ou de sociétés cibles et non sur un seul fonds cible ou une seule société cible.
- ➡ Maturité des fonds présents dans les portefeuilles des fonds cibles et opérations dits de secondaires: les fonds sous-jacents aux fonds cibles, dits de secondaires et opérations de secondaires, devront en principe être investis au minimum à hauteur de 40% de leur engagement global.
- ➡ Répartition des engagements à l'issue de la période d'investissement :
  - Fonds cibles dits primaires  $\geq 70\%$  de l'engagement total de l'ERAFP ;
  - Fonds cibles dits de secondaire, transactions de secondaires, fonds cibles dits de co-investissements et co-investissements  $\leq 30\%$  de l'engagement total de l'ERAFP.
- ➡ La diversification par type de stratégie pourrait être la suivante à l'issue de la période d'investissement du Fonds Dédié :
  - *Core+ / Value-Add*  $\leq 70\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - *Core*  $\leq 20\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - Opportuniste  $\leq 20\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - Dette Infrastructure  $\leq 10\%$  de l'engagement total de l'ERAFP.
- ➡ Secteur des investissements des fonds cibles (Infrastructures Sociales, Services Publics, Transport, Communication/Electronique, Energies Traditionnelles, Energies renouvelables) :

- Par transparence des fonds cibles à l'actif du Fonds Dédié et à l'issue de la période d'investissement, le portefeuille de participations de l'ERAFP devra être diversifié et bien équilibré sur le volet des différents secteurs.
- Total des coûts d'acquisition des investissements dans le secteur des énergies conventionnelle  $\leq 20\%$  des coûts d'acquisition de tous les investissements
- ➡ Les devises des investissements du Fonds Dédié dans les titres constituant le passif de fonds cibles sont limitées à l'Euro, le GBP ou l'USD.
- ➡ Le risque de change du Fonds Dédié ne serait en principe pas couvert.
- ➡ Parmi les différentes règles de dispersion des risques applicables à la fin de la période d'investissement du Fonds Dédié figureraient les règles suivantes :
  - Le nombre d'investissements réalisés par le Fonds Dédié (à l'exclusion des rachats de titres de fonds d'investissement) devra en principe et en fonction du montant souscrit par l'ERAFP, être compris entre 6 et 40.
  - Concentration : le montant investi par le Fonds Dédié dans toute société ou fonds cible ne devrait pas, en principe, excéder 20% de l'engagement total de l'ERAFP dans le Fonds Dédié.
  - Ratio d'emprise : le Fonds Dédié ne pourra en principe être engagé pour plus de 10% de la valeur de l'engagement total du fonds cible à la fin de sa période de souscription.
  - Millésimes successeurs : le Fonds Dédié ne pourra pas, en principe, détenir plus de deux millésimes successifs d'une stratégie d'un fonds cible.
  - Investissement minimum : le Fonds Dédié ne pourra en principe pas réaliser d'investissement d'un montant inférieur à 10 millions €.
  - Le Fonds Dédié ne pourra investir plus de 20% de l'engagement total de l'ERAFP dans un ou plusieurs portefeuilles liés au Titulaire (fonds maison<sup>5</sup>). En cas d'utilisation de cette faculté, les frais de gestion et autres frais (frais d'étude juridique essentiellement) du Fonds Dédié ne s'appliqueront pas au(x) fonds cible(s) investi(s).

#### ..... **Lot 4 – SELECTION DE GESTIONNAIRES DE FONDS D'ACTIFS NON COTÉS D'INFRASTRUCTURE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN EUROPE ET DANS LE MONDE**

A travers ce lot, l'ERAFP souhaite investir en fonds propres, quasi-fonds propres et dettes de sociétés dont l'objet pourra être notamment le financement, le refinancement, la construction, l'exploitation, la gestion opérationnelle, la maintenance, la restructuration, la remise à neuf d'infrastructures contribuant prioritairement à la Transition énergétique et environnementale, accessoirement à la biodiversité et, essentielles à la collectivité.

Pour ce faire, le Titulaire constituera un portefeuille mixte *greenfield* et *brownfield*. Les placements du Fonds Dédié se feront principalement via des engagements dans des fonds cibles primaires ou secondaires, des transactions de secondaire ou encore dans une moindre mesure via des opérations de co-investissement dans des sociétés d'infrastructure.

---

<sup>5</sup> Une définition de fonds maison figurera dans le Mandat communiqué en PHASE 2

Le Titulaire diversifiera les stratégies d'investissement en privilégiant des fonds de type Core/Core+ qu'il complètera avec des fonds de type *Value-Add*, des fonds de type Opportuniste et, dans une moindre mesure, des fonds de dette infrastructure.

Le Titulaire aura pour objectif de générer un rendement régulier et de maximiser la performance à long terme du Fonds Dédié avec une approche risque modérée qui se traduira notamment par une prise en compte du risque de réputation de l'ERAFP et, d'autre part, par une minimisation des risques spécifiques de la classe d'actifs. Le Fonds Dédié visera à délivrer un TRI net investisseur supérieur à 10% et un multiple net investisseur supérieur à 1.5x sur la durée du Mandat.

Le Mandat, rendu disponible lors de la PHASE 2 de la consultation, définira notamment l'univers d'investissement, les règles de gestion et de dispersion des risques applicables pour ce lot. Sont fournies **à titre purement indicatif et à toutes fins utiles** quelques règles de gestion anticipées, dont certaines feront l'objet d'une variante ou d'une négociation en cours de procédure, ou encore l'objet de dérogations en cours d'exécution du Marché :

- ➡ Les fonds cibles, gérés par des sociétés de gestion agréées en tant que gestionnaires d'organismes de placements collectifs, devront avoir un périmètre géographique majoritairement européen (la stratégie d'investissement des fonds cibles consistera à investir plus de 50% du total de leurs engagements dans des sociétés en portefeuille ou infrastructures domiciliées en Europe et OCDE). Toutefois, le Titulaire pourra compléter dans une moindre mesure, les investissements avec des fonds qui ont une couverture monde hors Europe et OCDE.
- ➡ En date de fin de période d'investissement et par transparence des fonds cibles, le Fonds Dédié à l'ERAFP ne pourra pas détenir pour plus de 8% du coût historique d'acquisition total des sociétés domiciliées, au moment de leur investissement par le fonds cible, dans des pays ou territoires exclus par l'ERAFP. La liste des pays exclus sera fournie aux candidats retenus pour la PHASE 2 de la consultation. Cette liste sera ensuite fournie par l'ERAFP au titulaire deux fois par an, en période d'investissement du Fonds Dédié.
- ➡ Ne seront pas autorisés les fonds cibles :
  - de type fonds *evergreen* ;
  - dont la durée est supérieure à 14 ans.

La stratégie d'investissement sera notamment marquée par les critères suivants :

- ➡ Fonds cibles primaires dont le montant total d'engagement à la fin de la période de souscription du fonds cible est inférieur à 2 milliards d'euros.

En principe, les transactions dites de secondaires devront porter sur un portefeuille diversifié de fonds cibles et/ou de sociétés cibles et non sur un seul fonds cible ou une seule société cible.

- ➡ Maturité des fonds présents dans les portefeuilles des fonds cibles et opérations dits secondaires : les fonds sous-jacents aux fonds cibles dits de secondaires et opérations de secondaires devront en principe être investis au minimum à hauteur de 40% de leur engagement global.
- ➡ Répartition des engagements à l'issue de la période d'investissement :
  - Fonds cibles dits primaires  $\geq 70\%$  de l'engagement total de l'ERAFP ;
  - Fonds cibles dits de secondaire, transactions de secondaires, fonds cibles dits de co-investissements, co-investissements  $\leq 30\%$  de l'engagement total de l'ERAFP.

- ➡ La diversification par type de stratégie pourrait être la suivante à l'issue de la période d'investissement du Fonds Dédié :
  - Core/Core+  $\leq 50\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - Value-Add/Opportuniste  $\geq 40\%$  de l'engagement total de l'ERAFP
  - Dette Infrastructure  $\leq 10\%$  de l'engagement total de l'ERAFP.
- ➡ Secteurs des investissements des fonds cibles :
  - Par transparence des fonds cibles à l'actif du Fonds Dédié et à l'issue de la période d'Investissement, le portefeuille de participations de l'ERAFP devra être diversifié et bien équilibré sur le volet des différents sous-secteurs de la transition écologique en minorant cependant le poids des secteurs émergents (hydrogène, etc.) à maximum 20% du total des coûts d'acquisition ;
  - Fonds cibles réalisant des investissements dans la transition écologique et dans ses sous-secteurs  $\leq 100\%$  ;
  - Fonds cibles réalisant des investissements dans la biodiversité et dans ses sous-secteurs  $\leq 20\%$ .
- ➡ Les devises des investissements du Fonds Dédié dans les titres constituant le passif de fonds cibles sont limitées à l'Euro, le GBP ou l'USD.
- ➡ Le risque de change du Fonds Dédié ne serait en principe pas couvert.
- ➡ Parmi les différentes règles de dispersion des risques applicables à la fin de la période d'investissement du Fonds Dédié figureraient les règles suivantes :
  - Le nombre d'investissements réalisés par le Fonds Dédié (à l'exclusion des rachats de titres de fonds d'investissement) devra en principe et en fonction du montant souscrit par l'ERAFP, être compris entre 6 et 20.
  - Concentration : le montant investi par le Fonds Dédié dans toute société ou fonds cible ne devrait pas en principe excéder 20% de l'engagement total de l'ERAFP dans le Fonds Dédié.
  - Ratio d'emprise : le Fonds Dédié ne pourra en principe être engagé pour plus de 10% de la valeur de l'engagement total du fonds cible à la fin de sa période de souscription.
  - Millésimes successeurs : le Fonds Dédié ne pourra pas en principe détenir plus de deux millésimes successifs d'une stratégie d'un fonds cible.
  - Investissement minimum : le Fonds Dédié ne pourra en principe pas réaliser d'investissement d'un montant inférieur à 8 millions €.
  - Le Fonds Dédié ne pourra investir plus de 20% de l'engagement total de l'ERAFP dans un ou plusieurs portefeuilles liés au Titulaire (fonds maison<sup>6</sup>). En cas d'utilisation de cette faculté, les frais de gestion et autres frais (frais d'étude juridique essentiellement) du Fonds Dédié ne s'appliqueront pas au(x) fonds cible(s) investi(s).

.....

**Pour chaque lot présenté, les Titulaires devront s'assurer que les fonds cibles intégrés à l'actif du Fonds Dédié soient conformes aux critères et exigences définis dans le Mandat.**

---

<sup>6</sup> Une définition de fonds maisons figurera dans le Mandat communiqué en PHASE 2.

De plus, ces fonds devront en principe respecter les caractéristiques exposées dans le tableau ci-dessous, caractéristiques qui s'appliquent à tous les lots, sans distinction des spécificités propres à chacun :

Nature des fonds cibles	Limites d'exposition et d'engagement	Lieu d'établissement
Placements collectifs de droit Français (y compris les FIA)	Jusqu'à 100% des montants souscrits par l'ERAFP	France
OPCVM de droit étranger		Pays de l'OCDE et sauf dérogation de l'ERAFP, tout pays de domiciliation de la part souscrite du fonds sous-jacent n'appartenant pas à la liste globale des pays exclus par l'ERAFP, en vigueur à la date de l'investissement. Cette liste sera fournie au titulaire deux fois par an, en période d'investissement du Fonds Dédié.
FIA établis dans un autre état membre de l'Union Européenne		Pays de l'OCDE et sauf dérogation de l'ERAFP, tout pays de domiciliation de la part souscrite du fonds sous-jacent n'appartenant pas à la liste globale des pays exclus par l'ERAFP, en vigueur à la date de l'investissement. Cette liste sera fournie au titulaire deux fois par an, en période d'investissement du Fonds Dédié.
Autres fonds d'investissement étrangers ayant un objet équivalent <sup>7</sup> (y compris les droits représentatifs d'un placement financier dans une entité tels que décrits à l'article L211-41 du Code monétaire et financier)		Pays de l'OCDE et sauf dérogation de l'ERAFP, tout pays de domiciliation de la part souscrite du fonds sous-jacent n'appartenant pas à la liste globale des pays exclus par l'ERAFP, en vigueur à la date de l'investissement. Cette liste sera fournie au titulaire deux fois par an, en période d'investissement du Fonds Dédié.

### **2.1.2 Nombre d'attributaires pour chaque lot**

**Lot n°1 :** Le lot n°1 aura trois (3) attributaires qui seront tous trois, pris individuellement, titulaires d'un Mandat régi par les mêmes termes, lequel constituera le cahier des charges du Marché. Toutefois, un de ces trois Mandats sera un Mandat dit « *stand-by* » tel que défini à l'article 2.2.4 du présent Règlement de la Consultation – Candidatures.

**Lot n°2 :** Le lot n°2 aura deux (2) attributaires qui seront tous deux, pris individuellement, titulaires d'un Mandat régi par les mêmes termes, lequel constituera le cahier des charges du Marché. Toutefois, un de ces deux Mandats sera un Mandat dit « *stand-by* » tel que défini à l'article 2.2.4 du présent Règlement de la Consultation – Candidatures.

**Lot n°3 :** Le lot n°3 aura deux (2) attributaires qui seront tous deux, pris individuellement, titulaires d'un Mandat régi par les mêmes termes, lequel constituera le cahier des charges du Marché. Toutefois, un de ces deux Mandats sera un Mandat dit « *stand-by* » tel que défini à l'article 2.2.4 du présent Règlement de la Consultation – Candidatures.

**Lot n°4 :** Le lot n°4 aura deux (2) attributaires qui seront tous deux, pris individuellement, titulaires d'un Mandat régi par les mêmes termes, lequel constituera le cahier des charges du Marché. Toutefois, un de ces deux Mandats sera un Mandat dit « *stand-by* » tel que défini à l'article 2.2.4 du présent Règlement de la Consultation – Candidatures.

<sup>7</sup> Tels que visés à l'article 29 IV.-2° du Décret n°2004-569 du 18 juin 2004.

## **2.2. ACCORD-CADRE EXECUTE PAR VOIE D'EMISSION DE BONS DE COMMANDE**

Le Marché est un accord-cadre multi-attributaires qui sera exécuté par voie d'émission de bons de commande conformément aux règles fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, en particulier et selon les modalités définies dans le Mandat.

### **2.2.1 Notion de bons de commande**

L'exécution du Marché interviendra par la voie d'émission de bons de commande conformément aux règles fixées en particulier, à l'article R.2162-13 du code de la commande publique.

Ces bons de commande peuvent emporter augmentation de fonds ou diminution des fonds donnés en gestion selon les modalités qui seront fixées, pour chacun des lots, dans le Mandat remis aux candidats admis à présenter une offre lors de la PHASE 2 de la présente consultation.

Les montants figurant à l'article 2.2.2 ci-après ne sont donnés qu'à titre indicatif.

### **2.2.2 Montants indicatifs de l'accord cadre**

A titre indicatif, le montant global alloué sur la durée du Marché serait de l'ordre de :

- pour l'ensemble des titulaires du lot 1, 700 millions d'euros ;
- pour l'ensemble des titulaires du lot 2, 300 millions d'euros ;
- pour l'ensemble des titulaires du lot 3, 400 millions d'euros ;
- pour l'ensemble des titulaires du lot 4, 200 millions d'euros.

**Les montants donnés le sont à titre purement indicatif et pourront être revus à la hausse ou à la baisse notamment en fonction des décisions du Conseil d'administration de l'ERAFP, des anticipations de marché de l'ERAFP ou de la performance du Titulaire par exemple.**

### **2.2.3 Montant maximum de l'accord cadre**

Il est précisé en application du 2° de l'article R.2162-4 du code de la commande publique que le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à :

- pour le lot 1, 1400 millions d'euros ;
- pour le lot 2, 600 millions d'euros ;
- pour le lot 3, 800 millions d'euros ;
- pour le lot 4, 400 millions d'euros.

Chaque lot prendra fin en principe si le montant maximum d'abondement dudit lot devait être atteint, sans mise en demeure préalable du Titulaire et sans indemnités.

### **2.2.4 Répartition des fonds entre les différents mandataires**

L'ERAFP est seul maître de l'allocation des fonds entre les différents mandataires et du montant des bons de commande.

L'attribution des bons de commande entre les mandataires s'opérera selon les modalités fixées dans le cahier des charges (ou Mandat).

Au cas des Mandats *stand-by* :

Les Mandats *stand-by* sont des mandats que l'ERAFP se réserve la possibilité d'activer en tant que de besoin<sup>8</sup>.

Les Mandats *stand-by* sont susceptibles de ne pas être activés au cours de la durée du Marché.

Les Mandats *stand-by* sont de même nature que les autres Mandats constituant l'objet de la présente consultation et sont soumis au même cahier des charges (ou Mandat).

**La candidature et la soumission à la présente consultation emportent automatiquement accord du candidat à être sélectionné, en fonction du classement des offres, comme Titulaire d'un Mandat *stand-by* – étant entendu qu'un Mandat *stand-by* sera attribué :**

- pour le lot 1, à l'offre classée en troisième position ;
- pour le lot 2, à l'offre classée en deuxième position ;
- pour le lot 3, à l'offre classée en deuxième position ;
- pour le lot 4, à l'offre classée en deuxième position.

### **2.3 DUREE DU MARCHE**

La durée initiale du Marché pour l'ensemble des lots est de dix (10) ans à compter de la date de la notification du Marché au Titulaire, sauf résiliation anticipée selon les cas prévus dans le Mandat.

A l'expiration de cette durée initiale, le Marché pourra être reconduit, à l'initiative de l'ERAFP, pour deux (2) périodes supplémentaires de deux (2) ans portant la durée maximale du Marché à quatorze (14) ans. Cette durée se justifie eu égard aux pratiques courantes du marché des actifs non cotés en termes de structuration des fonds.

Les gérants de fonds de capital investissement et d'infrastructures ont historiquement eu une période de détention des participations comprise entre 3 et 5 ans en moyenne. À la suite des conditions macroéconomiques qui ont entraîné des problèmes de liquidité pour les fonds d'actifs non cotés post 2022, la période moyenne de détention des participations par les gérants de fonds de capital investissement a eu tendance à s'allonger de 4 ans en moyenne à presque 6 ans en 2023. Par ailleurs, les fonds d'investissements en capital investissement commercialisés aux institutionnels ont une durée de vie moyenne généralement comprise entre 10 et 14 ans.

Le cycle de vie d'un fonds d'actifs non cotés présente au moins quatre phases :

1/ Période d'investissement et de gestion : généralement fixée entre 3 et 5 ans du fait de la faible profondeur de ce marché de niche et de ce son caractère opportuniste. Au cours de la période d'investissement, la société de gestion recherche des entreprises « cibles » ou des projets d'infrastructures dans lesquelles elle souhaite investir. Elle réalise ses investissements dans les cibles sélectionnées et en assure le suivi pour le compte du fonds.

2/ Gestion et pré liquidation (facultative) : la société de gestion commence à céder les participations et, le cas échéant, à procéder aux premières distributions.

3/ Dissolution : la société de gestion de portefeuille décide de mettre un terme à la vie du fonds. Elle entraîne l'ouverture de la période de liquidation.

4/ Liquidation : la société de gestion liquide les dernières participations du fonds. À la clôture de la liquidation, qui intervient au plus tard à l'échéance du fonds, les éventuelles plus-values réalisées sont partagées entre les porteurs de parts.

Lorsque le Marché est reconduit, l'ERAFP s'efforcera de notifier par écrit au Titulaire du Marché sa décision de reconduire le Marché au plus tard 3 mois avant l'expiration de la durée du Marché, le cas échéant reconduite.

Le Titulaire du Marché ne pourra pas refuser la reconduction du Marché.

---

<sup>8</sup> Notamment par souci de dispersion des risques ou lors de la survenance d'une situation rendant impossible la poursuite, à titre temporaire ou définitif, d'un Mandat avec un ou plusieurs titulaires.



## 2.4 AGREMENT PARTICULIER

L'article 29 du Décret prévoit que la gestion financière est déléguée par l'ERAFP à « *des entreprises ou sociétés exerçant le service d'investissement mentionné au [4 de l'article L. 321-1 du code monétaire et financier](#) [...]* »

Toute entité souhaitant se porter candidate devra, au plus tard au jour de l'attribution du Marché, être titulaire de l'agrément adéquat :

### (A) Titulaire établi en France

(i) Le Titulaire est régulièrement constitué et dûment agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (**ACPR**) en tant qu'entreprise d'investissement conformément à la Directive MIF<sup>9</sup> en vue de fournir les services prévus au Marché. Le Titulaire exerce le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers défini au 4° de l'article L. 321-1 du Code monétaire et financier (**CMF**) ; ou

(ii) Le Titulaire de droit français est une société de gestion de portefeuille agréée et dûment habilitée par l'Autorité des Marchés Financiers (**AMF**) en vue d'assurer la gestion de FIA dans les conditions des articles 316-3 et suivants du Règlement Général de l'AMF (**RG AMF**), sous réserve de bénéficier également d'un agrément de l'AMF lui permettant de rendre le service de gestion de portefeuille pour compte de tiers défini au 4° de l'article L. 321-1 du CMF.

Le Titulaire devra transmettre à l'ERAFP :

- (a) la copie des agréments délivrés par l'AMF ou l'ACPR au Titulaire sur laquelle figurent notamment la date, le numéro d'agrément et les activités agréées (gestion de portefeuille pour compte de tiers ou, le cas échéant, gestion de FIA et d'un agrément permettant de rendre le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers) ; et
- (b) tout document rapportant la preuve du domaine d'application de l'agrément de l'ACPR ou de l'AMF en rapport avec les activités du Marché.

### (B) Titulaire établi dans l'Espace Economique Européen ou dans l'Union Européenne

(i) Le Titulaire, s'il est établi dans un Etat membre de l'Espace Economique Européen autre que la France, est une entreprise d'investissement dûment agréée par l'autorité de son Etat membre de constitution (**l'Autorité d'Origine**) en vue de rendre le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers au sens de la Directive MIF ; ou

(ii) Le Titulaire, s'il est établi dans un Etat membre de l'Espace Economique Européen ou de l'Union Européenne autre que la France, est une société de gestion agréée par son Autorité d'Origine comme gérant de FIA dans les conditions prévues par la Directive AIFM<sup>10</sup>, sous réserve de bénéficier également d'un agrément de son Autorité d'Origine lui permettant de rendre le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers au sens de la Directive MIF.

---

<sup>9</sup> Directive du Parlement Européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers n°2014/65/UE en date du 15 mai 2014, ainsi que l'ensemble des textes de droit communautaire pris pour son application, en ce compris le règlement n°600-2014 en date du 15 mai 2014, et telle que complétée par le règlement délégué 2017/565/UE du 25 avril 2016, tels que modifiés.

<sup>10</sup> Directive n°2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ainsi que l'ensemble des textes de droit communautaire pris pour son application, en ce compris le Règlement délégué n°231/2013 en date du 19 décembre 2012, tels que modifiés.



Le Titulaire devra transmettre à l'ERAFP :

- (a) la copie de l'agrément délivré par l'Autorité d'Origine du Titulaire ou, à défaut, une attestation établie par cette même autorité, certifiant que le Titulaire est bien agréé pour les services de gestion de portefeuille pour compte de tiers (ou, le cas échéant gestion de FIA et d'un agrément permettant de rendre le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers), précisant la date, le numéro d'agrément et l'étendue de l'agrément délivré ;
- (b) tout document rapportant la preuve du domaine d'application de l'agrément de l'Autorité d'Origine en rapport avec les activités du Marché ;
- (c) une copie de la demande de passeport du Titulaire déposée auprès de l'Autorité d'Origine du Titulaire en vue de rendre le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers conformément à l'article 34 ou 35 de la Directive MIF ou la gestion de FIA et le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers conformément à l'article 33 de la Directive AIFM ; et
- (d) une copie de toute confirmation émise par l'AMF ou l'ACPR pour la bonne réception de la demande de passeport du Titulaire pour exercer en France par voie du passeport de la Directive MIF ou de la Directive AIFM.

**Il est rappelé que le portefeuille sera détenu au sein du Fonds Dédié, un fonds professionnel spécialisé à compartiments de droit français (FPS). Dans l'hypothèse où le Titulaire relevant du (A)(i) ou du (B) ci-dessus ne dispose pas de l'agrément adéquat pour la gestion de FIA en France (ou du passeport pour la gestion de FIA en France), il doit recourir pour la gestion du fonds à une externalisation à un gérant tiers (le Gérant Tiers), conformément à l'article 4.1 1 (iii) ci-après.**

**Par ailleurs, la société de gestion du FCP – c'est-à dire le Titulaire ou le Gérant Tiers<sup>11</sup> – pourra déléguer la gestion des investissements du FCP à un autre gérant (le Gestionnaire Financier). Ce point est développé à l'article 4.1 1 (ii) ci-dessous.**

**Le Titulaire informera l'ERAFP de tout changement substantiel d'informations figurant dans son dossier d'agrément ayant un impact sur ce Marché.**

## **2.5 ACTEURS DU FONDS DEDIE**

La Caisse des Dépôts et Consignations agira en qualité de dépositaire du Fonds Dédié. Le dépositaire désignera BNP Paribas SA comme prestataire en charge de la tenue de compte-conservation dans le cadre d'un mandat étendu, tel que défini par l'article 322-33 du RG AMF.

La désignation du commissaire aux comptes du Fonds Dédié et de l'établissement en charge de la gestion administrative et comptable incombera au Titulaire.

## **2.6 VARIANTES**

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats seront autorisés à présenter des propositions variantes. Ces variantes ne pourront porter que sur les aspects techniques, financiers, juridiques ou fiscaux qui seront limitativement énumérés dans le Règlement de la Consultation – Offres (PHASE 2).

---

<sup>11</sup> (tel que défini à l'article 4.1 1 (iii) ci-dessous)

## **2.7 PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE)**

Les soumissionnaires pourront proposer, dans le cadre de leur offre en PHASE 2, une prestation supplémentaire éventuelle, que l'ERAFP se réserve de retenir ou non à la signature du Marché. Cette prestation n'est pas imposée, il s'agit d'une PSE facultative : elle ne sera pas prise en compte lors de l'évaluation comparative des offres.

Si le candidat est en mesure de proposer cette prestation et le souhaite, il sera amené à ajouter à son offre de base une offre pour la prestation supplémentaire facultative suivante : constitution d'un compartiment du Fonds Dédié, ayant vocation à détenir et à suivre des fonds cibles détenus initialement par l'ERAFP (directement ou indirectement au travers de fonds dédiés) et dont l'objet principal est d'investir directement ou indirectement dans des actifs de capital investissement (lot 1 et 2) ou d'infrastructures (lot 3 et 4).

La PSE sera détaillée dans le Mandat.

## ARTICLE 3

### PROCEDURE

#### 3.1 NATURE DE LA PROCEDURE

Pour la présente consultation, l'ERAFP a décidé de recourir à la procédure avec négociation sur le fondement du 4° de l'article R.2124-3 du code de la commande publique.

#### 3.2 LES ETAPES DE LA PROCEDURE AVEC NEGOCIATION

La présente consultation se déroulera, conformément aux articles R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique, en deux phases :

La PHASE 1 de sélection des candidatures. Seuls les candidats sélectionnés suivant les critères précisés à l'article 4.4 du présent Règlement de la Consultation – Candidatures pourront participer à la PHASE 2 de la consultation.

Les candidats retenus pour la PHASE 2 recevront une lettre de consultation accompagnée du dossier de consultation. Ils pourront alors remettre une offre avant la date limite de remise des offres précisée dans la lettre de consultation.

Les principales étapes de la procédure avec négociation sont les suivantes :

#### PHASE 1 :

- (a) Publication de l'avis d'appel public à la concurrence au Journal Officiel de l'Union européenne et au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics ;
- (b) Téléchargement sur le profil d'acheteur de l'ERAFP à savoir [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) du présent Règlement de la Consultation – Candidatures et du questionnaire de sélection des candidatures par lot ;
- (c) Réponse aux questions posées par les candidats, le cas échéant ;
- (d) Remise des plis « candidatures » ;
- (e) Sélection des candidats admis à participer au second tour de la consultation par lot ;

#### PHASE 2 :

- (f) Envoi aux candidats sélectionnés d'une lettre de consultation et mise en ligne pour ces derniers du dossier de consultation composé principalement du projet de cahier des charges (Mandat), de l'acte d'engagement, de l'annexe financière, du questionnaire de sélection des offres par lot et du Règlement de la Consultation – Offres.
- (g) Information des candidats non retenus ;
- (h) Réponse aux questions posées par les candidats, le cas échéant ;
- (i) Envoi par les candidats retenus de leur offre à l'ERAFP ;
- (j) Négociation avec les candidats ;
  - celle-ci pourra se dérouler en phases successives ;

Au terme du premier classement des offres au regard des critères de sélection des offres, une négociation aura lieu avec tous les candidats admis à la négociation notamment sous la forme d'échanges de courriels et/ou d'audition(s) qui pourront être tenues via vidéoconférence. Il est précisé que les offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du code de la commande publique seront éliminées.

Chaque négociation constituera un tour. Sera garantie une stricte égalité entre les candidats et un procès-verbal d'audition sera établi à l'issue.

**Le déroulé de la négociation et le(s) thème(s) négocié(s) sera (ont) précisé(s) dans le règlement de la consultation de la PHASE 2.**

**Il est cependant d'ores et déjà précisé que certains éléments propres à l'ISR ainsi que les termes contractuels pourraient constituer des thèmes de négociation si le Mandat ou ses Annexes devaient faire l'objet de remarques ou de réserves de la part des soumissionnaires.**

**La négociation ne conduira pas à modifier substantiellement les conditions du Marché et respectera le principe d'égalité de traitement entre les candidats. Il est en outre précisé que l'ERAFP se réserve le droit d'attribuer le Marché sur la base des offres initiales et donc sans négociation ainsi qu'il est prévu à l'article R.2161-23 du code de la commande publique.**

- (k) Remise des offres finales, en cas de recours à la négociation.
- (l) Classement des offres finales ;
- (m) Choix des offres économiquement les plus avantageuses ;
- (n) Attribution du Marché ;
- (o) Information des candidats dont l'offre n'a pas été retenue ;
- (p) Mise au point du Marché, le cas échéant ;
- (q) Notification du Marché.

### **3.3 COMMENT SOUMISSIONNER**

#### **3.3.1 Prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier d'appel à candidatures**

##### **a) Contenu du dossier d'appel à candidatures :**

Le dossier d'appel à candidatures comprend les documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation – Candidatures pour l'ensemble des lots.
- Le questionnaire – candidatures pour le lot 1 et son annexe ;
- Le questionnaire – candidatures pour le lot 2 et son annexe ;
- Le questionnaire – candidatures pour le lot 3 et son annexe ;
- Le questionnaire – candidatures pour le lot 4 et son annexe.

##### **b) Retrait du dossier d'appel à candidatures :**

Le dossier d'appel à candidatures est uniquement accessible par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

L'ERAFP s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne.

Il est précisé que les éléments du dispositif ISR en raison de leur caractère confidentiel ne sont pas téléchargeables sur ce portail et seront uniquement communiqués, à titre informatif et strictement confidentiel, aux candidats qui en feront la demande par courrier électronique adressé à :

[olivier.bonnet@erafp.fr](mailto:olivier.bonnet@erafp.fr), [laurent.lucas@erafp.fr](mailto:laurent.lucas@erafp.fr), [cedric.djoukam@erafp.fr](mailto:cedric.djoukam@erafp.fr) et [benjamin.pierroux@erafp.fr](mailto:benjamin.pierroux@erafp.fr). Ce dispositif, élément contractuel du Marché, sera adressé aux candidats admis à la PHASE 2.

### 3.3.2 Les conditions de transmission des candidatures

Par application des articles R.2132-7 et suivants du code de la commande publique, la soumission doit être transmise uniquement par voie dématérialisée dans les conditions prévues ci-dessous.

**Pour chacun des lots, les candidatures devront impérativement être réceptionnées par l'ERAFP au plus tard, le 13 mai 2025 à 12 heures (heure de Paris). En conséquence, tous les plis reçus après le 13 mai 2025 à 12 heures (heure de Paris) seront automatiquement rejetés sans avoir été ouverts ni *a fortiori* examinés.**

#### Remise des plis par voie dématérialisée

Seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas d'envois successifs de plis, seul le dernier envoi réceptionné avant la date de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi par papier ou par courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique s'effectue donc exclusivement sur la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un guide utilisateur qui précise les conditions d'utilisation de la plateforme y compris un mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles notamment à la rubrique « Aide » du site indiqué :

- Manuel d'utilisation ;
- Assistance ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

En cas de première utilisation de PLACE, les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et à répondre à une configuration test pour s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Le candidat devra créer son "Espace entreprise" sur la plateforme PLACE. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'ERAFP lors de la procédure de sélection (Questions/Réponses, dépôt de candidatures, de l'offre le cas échéant, information portée par l'ERAFP...).

L'attention des candidats est attirée sur la pertinence des adresses emails qu'ils renseignent sur la plateforme de téléchargement étant donné que :

- des informations complémentaires sont susceptibles d'être diffusées sur la plateforme de dématérialisation pendant la période de consultation (réponses aux questions, modifications apportées par l'ERAFP ...)

- les courriers d'attribution et de rejet et l'acte d'engagement contresigné par l'ERAFP pour les Titulaires seront envoyés via la plateforme.

Par conséquent il est recommandé d'indiquer en priorité l'adresse email de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier ou de renseigner une adresse email générique pour être certain de recevoir l'information.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines.

Le candidat s'assure que les messages envoyés par PLACE et notamment [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) ne sont pas traités comme des courriers indésirables.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'ERAFP.

Les candidats veilleront à adresser leur pli suffisamment tôt pour éviter tout retard lié à d'éventuels aléas de transmission électronique.

- Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : pdf, doc, .xls, .ppt, .zip ainsi que les formats images .jpg, .png.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

- Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limites fixées par cette consultation sont considérés comme hors délai et sont de fait, rejetés.

Il est en effet rappelé que la réception hors délais d'un pli électronique entraînera son rejet pur et simple.

**Tous les plis reçus après le 13 mai 2025 à 12 heures (heure de Paris) seront automatiquement rejetés.**

- En cas de difficultés rencontrées sur la plateforme

Un service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/faq/?token=db131840-f430-4dff-bf6b-26a4abed61c2> ou via la languette Assistance sur la plateforme.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une FAQ, en filtrant par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. Ce formulaire de demande en ligne permet de récupérer vos informations de connexion et ainsi de pré-alimenter votre demande.

Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics. Le numéro est communiqué après validation du formulaire mentionné ci-dessus.

Avant de contacter l'assistance téléphonique, assurez-vous d'avoir téléchargé et consulté les guides mis à votre disposition dans la rubrique « Aide » .

Le service de support est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés.

- Copie de sauvegarde

Les candidats sont par ailleurs informés qu'ils peuvent adresser, parallèlement à l'envoi dématérialisé de leur offre sur [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), une copie dite de sauvegarde de leur pli qui consiste en une copie de leur réponse électronique destinée à se substituer, dans les cas limitativement énumérés au 1° et 2° ci-après, à l'offre qui devait être transmise via le profil d'acheteur de l'ERAFP ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)). Il s'agit donc d'un pli dématérialisé de secours qui ne sera ouvert que dans les deux cas susvisés.

La copie de sauvegarde est adressée à l'ERAFP par voie électronique via l'outil choisi par le candidat et à la condition, notamment, que cet outil respecte les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique<sup>12</sup> :

- L'heure et la date exactes de la réception de la copie de sauvegarde par l'ERAFP sont déterminées avec exactitude ;
- Les identités de l'ERAFP et du candidat sont déterminées ;
- L'intégrité de la donnée entre son dépôt et son extraction de l'outil est garantie ;
- Un accusé réception est envoyé à l'ERAFP et au candidat.

La copie de sauvegarde peut être également transmise à l'ERAFP sur support papier ou sur support physique électronique et être placée dans un pli comportant les mentions suivantes : *Copie de sauvegarde – SDG 2025-02 lot n° – Candidature – Dénomination sociale du candidat à renseigner*. Le candidat qui adresse ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé la remet au siège de l'ERAFP à l'attention de la Direction juridique et gestion des droits.

La copie de sauvegarde, qu'elle se présente sous format électronique ou sur support papier ou physique électronique, ne pourra être ouverte et examinée par l'ERAFP qu'à la condition qu'elle soit reçue par l'ERAFP dans les délais de remise des plis (avant le **13 mai 2025 à 12 heures**). De plus, la copie de sauvegarde arrivée dans les délais de remise des plis est uniquement ouverte par l'ERAFP dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, **sous réserve que la transmission de la candidature électronique ait commencé avant la clôture de la remise des plis**.

Toute copie de sauvegarde qui parviendrait à l'ERAFP après l'expiration du délai de remise des plis par voie électronique sera enregistrée dans le registre des dépôts tenu par l'ERAFP comme parvenue hors délai. L'élimination du candidat lui sera notifiée en fin de procédure.

Toute copie de sauvegarde arrivée dans les délais de remise des plis mais qui ne respecterait pas les conditions énoncées aux points 1 et 2 du présent article sera également jugée comme étant non recevable. L'élimination du candidat lui sera notifiée en fin de procédure.

- Antivirus

Le candidat doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera son irrecevabilité. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu.

---

<sup>12</sup> Pour obtenir davantage d'informations sur la copie de sauvegarde, nous vous invitons à consulter la notice explicative fournie par le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique accessible via l'url suivante : [https://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/dematerialisation/QR-Copie-sauvegarde.pdf?v=1687442452](https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/QR-Copie-sauvegarde.pdf?v=1687442452)

### 3.3.3 Signature électronique

**Aucune signature n'est requise lors du dépôt d'une candidature électronique. Seul l'acte d'engagement (pièce contractuelle transmise en PHASE 2) devra être signé.** Le recours à la signature électronique est demandée, une signature manuscrite scannée n'ayant pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique qui confère valeur originale au document signé.

En outre, la signature électronique devra respecter les conditions définies dans l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature des contrats de la commande publique.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus dans PLACE (guide d'utilisation – utilisateur entreprise).

Précisons que l'acquisition, l'installation et l'exploitation d'une signature électronique et d'un certificat d'authentification sont à la charge exclusive du soumissionnaire.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

### 3.3.4 Poser des questions en cours de procédure

Il sera répondu aux questions des candidats selon les modalités suivantes :

(i) Les questions doivent être posées par voie électronique sur la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ;

(ii) Elles doivent être rédigées en français. Il ne sera répondu à aucune question posée dans une autre langue.

(iii) Les questions doivent impérativement parvenir au plus tard le 5 mai 2025 à 12 heures (heure de Paris). Il ne sera pas répondu aux questions qui parviendraient à l'ERAFP au-delà de cette limite.

(IV) Il ne sera pas répondu individuellement aux questions. Les réponses aux questions seront formulées de manière à ce que les auteurs de ces questions ne puissent pas être identifiés. Le cas échéant, une seule réponse pourra être apportée à plusieurs questions similaires.

(V) L'ERAFP se réserve la possibilité de ne pas répondre aux questions posées lorsque, principalement, la question transmise et la réponse attendue sont protégés par le secret des affaires.

(v) Les réponses de l'ERAFP seront publiées régulièrement sur le portail [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). La dernière réponse à une question éventuelle interviendra en dernier lieu le 6 mai 2025 à 20 heures (heure de Paris).



### 3.4 RESULTATS

L'ERAFP adressera à chaque candidat un courrier sur la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) lui indiquant si sa candidature a été ou non retenue.

A cette occasion les modalités de la PHASE 2 de la procédure seront portées à la connaissance des seuls candidats sélectionnés.

**Seront admis à présenter une offre a minima et à la condition d'un nombre suffisant de candidats par lot :**

**- les 5 (cinq) candidats les mieux notés pour le lot 1, sous réserve qu'ils aient obtenu une note moyenne pondérée supérieure à 5/10.**

**- les 4 (quatre) candidats les mieux notés pour le lot 2, sous réserve qu'ils aient obtenu une note moyenne pondérée supérieure à 5/10.**

**- les 4 (quatre) candidats les mieux notés pour le lot 3, sous réserve qu'ils aient obtenu une note moyenne pondérée supérieure à 5/10.**

**- les 4 (quatre) candidats les mieux notés pour le lot 4, sous réserve qu'ils aient obtenu une note moyenne pondérée supérieure à 5/10.**

**Aussi, lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection par lot est inférieur au nombre de candidats retenus en PHASE 2 indiqué ci-dessus, l'ERAFP poursuivra la procédure avec ces seuls candidats par application de l'article R.2142-18 du code de la commande publique.**

**Dans le cas où une situation d'*ex aequo* serait constatée pour le dernier candidat le mieux classé pour un lot donné, tous les candidats dudit lot se trouvant à ce rang et dans la situation d'*ex aequo* seront admis.**

### 3.5 DECLARATION SANS SUITE DE LA PROCEDURE

Ainsi qu'il est prévu à l'article R.2185-1 du code de la commande publique : « *L'acheteur peut, à tout moment, déclarer une procédure sans suite* ». Dans ce cas, l'ERAFP communiquera aux candidats, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le Marché ou de recommencer la procédure.

## ARTICLE 4

### CANDIDATURES

#### **AVERTISSEMENT**

Pour les candidats constitués en groupement, il est rappelé que le contenu des plis de candidatures visé à l'article 4.2 du présent règlement est présenté soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les mêmes documents et renseignements concernant ces opérateurs que ceux listés ci-dessous et il apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du Marché en produisant un engagement écrit de ces opérateurs.

#### **4.1 FORMES POSSIBLES DE CANDIDATURE**

Pour concourir au présent Marché, le candidat ne peut se présenter que sous l'une des deux formes suivantes :

soit :

1) à titre individuel (indépendamment qu'il opte pour une délégation ou une externalisation de gestion)

ou

2) sous la forme d'un groupement avec un ou plusieurs opérateurs.

La notion de candidat individuel est décrite au point 1 et la notion de groupement au point 2.

En tout état de cause, une entité candidate pourra se présenter que d'une seule façon, c'est-à-dire soit en candidat individuel, soit dans le cadre d'un groupement avec d'autres opérateurs.

**Pour concourir au présent Marché, le candidat peut :**

**1 – Se présenter en candidat individuel (avec ou sans délégation ou externalisation de gestion).**

- (i) **soit se présenter seul c'est-à-dire sans délégation de gestion financière ou externalisation.** Il devra être titulaire de l'agrément adéquat (voir article 2.4) et disposer seul de la capacité technique, professionnelle, économique et financière pour exécuter le Marché (en ce compris la gestion du Fonds Dédié).
- (ii) **soit se présenter seul mais avoir recours, dans le cadre de la sous-traitance et donc sous sa responsabilité, à une délégation de gestion du Fonds Dédié à un Gestionnaire Financier.** La délégation ne pourra être que partielle et le Gestionnaire Financier devra faire l'objet d'une acceptation préalable par l'ERAFP. La présentation de ce Gestionnaire Financier peut intervenir aussi bien lors de la présentation de la candidature que pendant l'exécution du Marché.

Tout Gestionnaire Financier devra être dûment agréé auprès de son Autorité d'Origine. Le Titulaire reconnaît que, conformément à l'article 20 de la Directive AIFM, la délégation ne peut être conférée qu'à une entité agréée ou enregistrée aux fins de la gestion d'actifs et soumise à une surveillance (au sens de l'article 78 du règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012) ou, lorsque cette condition ne peut être remplie, que moyennant l'approbation préalable de l'Autorité d'Origine du Titulaire. Une copie de l'agrément devra être adressée à l'ERAFP.

La société de gestion du Fonds Dédié devra veiller - conformément à l'article 20 d) de la Directive AIFM (ou à l'article 318-62 5° du RG AMF si la société de gestion est établie en France), à ce qu'un accord de coopération ait été établi, préalablement à la signature d'une convention de délégation, entre l'Autorité d'Origine de la société de gestion et l'autorité de surveillance compétente de l'État tiers au sein duquel est établi le Gestionnaire Financier.

Le Gestionnaire Financier présenté par le candidat devra en outre justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières au titre du présent Marché.

Tout Gestionnaire Financier ne devra pas avoir son siège social dans un pays ou territoire figurant sur les listes des pays exclus par l'ERAFP, telles que régulièrement modifiées.

- (iii) **soit se présenter seul mais avoir recours, dans le cadre de la sous-traitance et donc sous sa responsabilité, à une externalisation de la gestion du portefeuille au travers du Fonds Dédié au bénéfice d'un Gérant Tiers.** Le Titulaire devra veiller à ce que :

(a) le Gérant Tiers, s'il est établi en France, soit dûment agréé par l'AMF en qualité de société de gestion de FIA dans les conditions prévues aux articles 316-3 et suivants du RG AMF ; ou

(b) le Gérant Tiers, s'il est établi dans un Etat membre de l'UE autre que la France, soit dûment agréé par son Autorité d'Origine comme société de gestion de FIA conformément à la Directive AIFM ainsi qu'avoir dûment respecté la procédure de passeport « gestion » conformément à la Directive AIFM.

Le Titulaire sera réputé externaliser des tâches et fonctions opérationnelles essentielles et importantes au Gérant Tiers, et devra alors respecter le régime de l'externalisation des activités de gestion de portefeuille prévues aux articles 318-58 et suivants du RG AMF pour le Titulaire établi en France, ou le dispositif équivalent relevant de la directive MIF pour le Titulaire établi dans l'UE.

Le Gérant Tiers est soumis à l'agrément préalable de l'ERAFP et ne devra pas avoir son siège social dans un pays ou territoire figurant sur une liste des pays exclus de l'ERAFP, telles que régulièrement modifiées.

Le Titulaire s'assurera que le Gestionnaire Financier, le Gérant Tiers et/ou tous autres prestataire(s) respecte(nt) les stipulations du Mandat et la documentation du Fonds Dédié. **En tout état de cause, la société candidate ne pourra déposer qu'une seule candidature en qualité de candidat individuel (indépendamment qu'elle opte pour une délégation ou une externalisation de gestion) et elle ne pourra à la fois présenter une candidature en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.**

## **OU**

**2 – Se présenter sous la forme de groupement avec un ou plusieurs opérateurs dans les conditions décrites aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique.**

**Il est précisé que le candidat se présentant en groupement ne pourra pas être membre de plusieurs groupements.**

**En tout état de cause, une entreprise candidate pourra se présenter que d'une seule façon, c'est-à-dire soit en candidat individuel (que ce soit avec une délégation de gestion ou sans délégation), soit dans le cadre d'un groupement avec d'autres opérateurs.**

Les entreprises composant le groupement devront pouvoir produire l'ensemble des attestations et certificats requis dans le cadre de la passation et de l'attribution d'un marché public.

Les candidatures sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Les candidats se présentant sous la forme d'un groupement devront remettre :

- un dossier de candidature comprenant pour chacun des membres l'ensemble des pièces mentionnées au présent Règlement de la Consultation – Candidatures à l'exception de la lettre de candidature, fournie en un seul exemplaire ; ou
- un dossier de candidature remis par le mandataire du groupement s'il justifie des habilitations nécessaires.

**En outre, chaque entité composant le groupement devra être Titulaire de l'agrément lui permettant de fournir les services au titre de ce Marché (voir article 2.4 ci-dessus).**

## **4.2 CONDITIONS DE PARTICIPATION AUX LOTS EN PHASE CANDIDATURE**

- **Pas de limitation au nombre de lots auxquels les candidats peuvent soumissionner et pas de limitation au nombre de lots pouvant être attribués à un même opérateur économique :**

L'ERAFP ne limite pas le nombre de lots auxquels un opérateur économique peut soumissionner ni le nombre maximum de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire.

- **Le cas de candidatures simultanées de plusieurs filiales d'un même groupe**

L'article L.1220-3 du code de la commande publique rappelle qu'un soumissionnaire : « *est un opérateur économique qui présente une offre dans le cadre d'une procédure de passation d'un contrat de la commande publique* ».

La participation séparée à la présente consultation de plusieurs sociétés appartenant à un même groupe notamment n'est, par principe, pas interdite, sauf si ces candidatures sont susceptibles de

fausser la concurrence et l'égalité entre les candidats en leur procurant des avantages injustifiés (échanges d'informations par exemple).

Ainsi, les filiales d'un même groupe sans autonomie commerciale (sans moyens distincts) seront considérées comme un seul soumissionnaire et leur candidature sera considérée comme étant irrégulière et elles ne seront pas acceptées.

Il est précisé que chaque soumission devra être autonome et indépendante et faire appel à ses propres moyens. De plus, ces sociétés doivent s'interdire de toute pratique de concertation ou d'échanges d'informations sur les conditions du marché.

**A l'inverse**, les sociétés appartenant à un même groupe et disposant d'une véritable autonomie commerciale et de leurs propres moyens sont considérées comme des soumissionnaires distincts dès lors que les éléments exposés ne permettent pas de mettre en doute le caractère autonome et indépendant de leur soumission.

#### **4.3 CONTENU DES PLIS DE CANDIDATURES**

Afin de permettre à l'ERAFP de procéder à l'analyse des candidatures, chaque candidat produit un dossier de candidature composé comme suit :

##### **A – Situation juridique :**

**1. Une lettre de candidature (ou formulaire DC1)** présentant le candidat ou équivalent, dûment remplie et datée ;

**2. Une déclaration du candidat (ou formulaire DC2)** ou équivalent, dûment remplie et datée.

**Les candidats sont invités à renseigner les formulaires DC1 et DC2 accessibles sur le portail de l'Economie et des Finances. Ces formulaires sont téléchargeables sur le site Internet du ministère à l'adresse suivante :**

**<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>**

**Il est précisé qu'il s'agit des formulaires mis à jour à la date d'avril 2019.**

Notons qu'en cas de candidature groupée, les DC1 et DC2 sont remplis par chaque membre du groupement.

**Ces formulaires peuvent être valablement remplacés par le Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).**

**3. le pouvoir** de la ou des personnes habilitée(s) à engager le candidat ;

**4. la preuve** d'une assurance professionnelle en responsabilité civile.

##### **B – Capacités professionnelles, techniques, économiques et financières du candidat**

Pour chaque lot, les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières des candidats seront examinées au regard des réponses apportées au questionnaire-candidature du lot correspondant et joint au présent dossier d'appel à candidatures (fichiers Excel®).

**Pour la réponse au questionnaire, les candidats sont invités à se reporter à l'onglet « instruction » du questionnaire.**

Il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'ERAFP peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Dans ce cas, les candidats devront impérativement préciser *a minima* dans leur dossier de candidature pour chaque document ou renseignement concerné :

- l'adresse du site internet à laquelle l'ERAFP devra se connecter pour accéder aux documents et renseignements ;
- Les identifiants et codes de connexion au système électronique de mise à disposition d'informations ou à l'espace de stockage numérique ;
- La localisation exacte du document ou du renseignement au sein du système électronique de mise à disposition d'informations ou de l'espace de stockage numérique (onglet, dossier, notamment).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'accès à ces documents et renseignements doit être gratuit.

Par ailleurs, faute pour les candidats d'apporter les informations permettant à l'ERAFP de consulter le système électronique de mise à disposition d'informations et/ou l'espace de stockage numérique et/ou d'indiquer un système électronique de mise à disposition d'informations ou un espace de stockage numérique dont la consultation est gratuite, les documents et renseignements y figurant ne pourront pas être considérés comme ayant été dûment communiqués à l'ERAFP.

En outre, l'ERAFP se réserve la possibilité de demander directement aux candidats la communication de ces documents et renseignements en cas de quelque difficulté.

#### **4.4 REJET AUTOMATIQUE DES PLIS DE CANDIDATURES**

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit, verront automatiquement rejeter leur candidature, les candidats en situation d'interdiction de soumissionner aux procédures de marchés publics au sens des articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique.

En outre, lorsqu'un opérateur se trouve, en cours de procédure de passation, en situation d'exclusion de plein droit, il en informe sans délai l'ERAFP qui devra l'exclure pour ce motif.

Seront également exclus de la procédure les candidats qui ne satisfont pas aux conditions de participation ou qui n'auront pas produits les pièces mentionnées à l'article 4.3 du présent règlement, le cas échéant, après demande de régularisation de leur dossier. Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'ERAFP constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, celui-ci peut demander à tous les candidats concernés de compléter le dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Il peut également demander aux candidats n'ayant pas justifié de la capacité juridique leur permettant de déposer leur candidature de régulariser leur dossier dans les mêmes conditions.

A défaut de régularisation de leur dossier de candidature après demande de l'ERAFP, celui-ci sera jugé comme étant non recevable et de fait éliminé.

Enfin, les candidats qui ne satisfont pas au niveau minimal de capacités professionnelles énoncé ci-après seront éliminés :

##### **➤ Niveau minimal de capacités professionnelles :**

**Pour le lot 1 : au 31 décembre 2024, les candidats (et les éventuels délégataire/Gérant Tiers le cas échéant relevant des (ii) et (iii) de l'article 4.1 du présent règlement de la consultation) du lot 1 devront disposer d'un minimum de trois (3) milliards d'euros d'actifs gérés/conseillés pour le compte d'investisseurs institutionnels tiers, en fonds de fonds de capital investissement (mandat, fonds de fonds dédiés, fonds de fonds collectifs /hors fonds de secondaires).**

Les questions afférentes au niveau minimal de capacités professionnelles pour le lot 1 sont à renseigner dans l'onglet « Forme & recevabilité candidature » du questionnaire – candidature.

**Pour le lot 2 : au 31 décembre 2024, les candidats (et les éventuels délégataire/Gérant Tiers le cas échéant relevant des (ii) et (iii) de l'article 4.1 du présent règlement de la consultation) du lot 2 devront disposer d'un minimum de trois (3) milliards d'euros d'actifs gérés/conseillés pour le compte d'investisseurs institutionnels tiers, en fonds de fonds de capital investissement (mandat, fonds de fonds dédiés, fonds de fonds collectifs /hors fonds de secondaires).**

Les questions afférentes au niveau minimal de capacités professionnelles pour le lot 2 sont à renseigner dans l'onglet « Forme & recevabilité candidature » du questionnaire – candidature.

**Pour le lot 3 : au 31 décembre 2024, les candidats (et les éventuels délégataire/Gérant Tiers le cas échéant relevant des (ii) et (iii) de l'article 4.1 du présent règlement de la consultation) du lot 3 devront disposer d'un minimum de cinq cents (500) millions d'euros d'actifs gérés/conseillés pour le compte d'investisseurs institutionnels tiers, en fonds de fonds d'infrastructures (mandat, fonds de fonds dédiés, fonds de fonds collectifs /hors fonds de secondaires).**

Les questions afférentes au niveau minimal de capacités professionnelles pour le lot 3 sont à renseigner dans l'onglet « Forme & recevabilité candidature » du questionnaire – candidature.

**Pour le lot 4 : au 31 décembre 2024, les candidats (et les éventuels mandataires le cas échéant relevant des (ii) et (iii) de l'article 4.1 du présent règlement de la consultation) du lot 4 devront disposer d'un minimum de cinq cents (500) millions d'euros d'actifs gérés/conseillés pour le compte d'investisseurs institutionnels tiers, en fonds de fonds d'infrastructures (mandat, fonds de fonds dédiés, fonds de fonds collectifs /hors fonds de secondaires).**

Les questions afférentes au niveau minimal de capacités professionnelles pour le lot 4 sont à renseigner dans l'onglet « Forme & recevabilité candidature » du questionnaire – candidature.

- **Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques**

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par un opérateur qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

#### **4.5 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES**

Pour chaque lot, les réponses des candidats au questionnaire - candidature seront notées et classées sur la base des critères pondérés comme suit :

- I. Capacité professionnelle : [55]%**
  - Références institutionnelles : [5]%
  - Expérience de la classe d'actifs : [10]%
  - Positionnement en matière de multigestion : [10]%
  - Historique de performance : [30]%
- II. Capacité technique : [30]%**
  - Moyens alloués à la gestion de portefeuilles similaires : [15]%
  - Moyens alloués à la mise en place d'une approche ISR : [10]%
  - Moyens opérationnels : [5]%
- III. Capacité économique et financière : [15]%**
  - Solidité financière de la société : [10]%
  - Capacité de maîtrise du risque légal et de réputation (historique des sanctions et litiges, RSE) : [5]%

La correspondance entre chaque question et les critères ci-dessus est indiquée dans le questionnaire – candidature de chaque lot.

Les modalités de la PHASE 2 de la procédure seront portées à la connaissance des candidats sélectionnés.

**Il est prévu de retenir a minima pour la PHASE 2 et sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures reçues par lot et de candidats satisfaisant aux critères de sélection :**

- les cinq (5) candidatures les mieux classées au regard des critères énoncés au présent article pour le lot 1 ;
- les quatre (4) candidatures les mieux classées pour le lot 2 ;
- les quatre (4) candidatures les mieux classées pour le lot 3 ;
- les quatre (4) candidatures les mieux classées pour le lot 4.

#### **4.6 CRITERES DE SELECTION DES OFFRES**

Pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement selon les critères suivants fournis par ordre décroissant d'importance :

- I. Qualité de l'expertise de gestion, processus et équipe de gestion**
- II. Coûts de gestion**
- III. Contrôle et gestion des risques et organisation juridique et opérationnelle**

#### **4.7 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai minimum pendant lequel le soumissionnaire sera tenu de maintenir son offre est de quinze (15) mois à compter de la date limite de réception des offres.



## ARTICLE 5

### RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

#### 5.1 MODIFICATIONS APORTEES AUX DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

L'ERAFP se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures des modifications de détail aux documents de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs, la date limite de dépôt des candidatures est reportée, la disposition ci-dessus sera applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### 5.2 DROIT APPLICABLE

Le droit applicable à la présente consultation comme au contrat à conclure est le droit français et le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris situé au 7, rue de Jouy, 75 004 Paris - France, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr.

#### 5.3 FRAIS DE SOUMISSION

L'ERAFP informe les candidats qu'il n'assume aucun coût direct ou indirect lié à la préparation, la présentation ou l'explicitation, par les candidats, de leurs candidatures et de leurs offres. Tous les coûts et frais afférents à la présente consultation exposés par les candidats restent à la charge de ces derniers.

#### 5.4 CONFIDENTIALITE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Il est rappelé que l'ERAFP et l'ensemble des préposés et prestataires auxquels il a recours sont légalement tenus de ne divulguer aucune information fournie par les candidats dans le cadre de la présente consultation qui ne serait pas déjà licitement en leur possession et qui relèverait ou pourrait porter atteinte au secret des affaires.

Les documents rendus accessibles aux candidats au cours de la consultation sont confidentiels. Ils ne peuvent être utilisés ou diffusés à des tiers à d'autres fins que celles de répondre à la consultation.

#### 5.5 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

L'évaluation des candidatures et des offres impliquera, de la part de l'ERAFP, l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel transmises par le candidat. Ces données seront traitées conformément au règlement européen n°2016/679 dit règlement général sur la protection des données, notamment.

Enfin, pour l'exercice de vos droits sur ces données à caractère personnel traitées par l'ERAFP ou pour toute question relative à la protection des données à caractère personnel afférente à cette consultation, le candidat peut s'adresser à la déléguée à la protection des données de l'ERAFP à [delegueprotectiondonnees@erafp.fr](mailto:delegueprotectiondonnees@erafp.fr).